

quand même par cela seul qu'on ne peut réclamer de partisans quand on n'a pas de but à leur montrer.

Nous ne voulons pas être dur envers les *nationaux*, quel que sujet qu'il nous aient donné de leur en vouloir pour avoir gâté une situation admirable; nous comprenons tout ce que l'exercice assuré du pouvoir apporte de langueur à l'esprit et d'indolence aux nerfs; nous faisons la part de l'indécision alors qu'on ne savait pas au juste de quels éléments le parti se composait et ce qu'il pouvait oser; nous pardonnons à des appétits longtemps stimulés et qui, en soi, n'avaient rien de condamnable; mais maintenant qu'ils sont satisfaits, il faut penser à autre chose; se gorger ne constitue pas absolument une politique, à moins que ce ne soit celle des boas-constrictors; l'*administration* a nécessairement des limites, et nous ne voyons pas ce que les *nationaux* peuvent encore en tirer après trois ans d'une gestion aussi éclairée que prudente; il y a donc quelque chose en dehors et au-dessus de cela. C'est ce que l'*Événement* l'organe le moins *national* de tous les *nationaux*, a parfaitement exprimé la semaine dernière dans un article très-fin et très-approprié; notre confrère jette le cri d'alarme et appelle les principes et les hommes pour sauver le parti d'un désastre honteux; il sent toute la faiblesse et, pour ainsi dire, le déshonneur attaché à une position sans autorité, sans influence et sans prestige au sein même du pouvoir, et il prédit une catastrophe pour les élections de 1878, à moins que les principes n'aient aussi leur avènement et qu'il se présente des hommes qui soient à la hauteur de la mission qu'exige toute affirmation d'idées. Voici du reste l'article de notre confrère québécois; nos lecteurs verront peut-être que ce que le *Réveil* a été seul à dire en commençant s'impose par la force de l'évidence et du raisonnement à tout esprit non prévenu, et qu'après avoir été tout d'abord conquis, nous allons finir par avoir raison aux yeux de tout le monde;

« Nous avons dans l'opposition une organisation, sinon parfaite, du moins animée d'une grande vigueur et d'un vif enthousiasme. Nos ressources étaient minces, le nerf de la guerre manquait; mais nous marchions les rangs serrés, les soldats remplis de confiance dans les chefs, d'enthousiasme pour le drapeau.

Le pouvoir était un triomphe ou, si l'on veut, une épreuve sur laquelle nous ne comptons pas. Elle nous a pris un peu au dépourvu. Bien armés pour combattre, bien disposés à prendre longtemps en patience nos ennemis de gens battus, nous n'étions pas préparés à utiliser notre victoire comme il aurait fallu. Nous manquions de cet esprit gouvernemental nécessaire à l'exercice du pouvoir. Aussi peut-on dire que si le pouvoir a été avantageux à un certain nombre de nos amis, il ne l'a pas été au même degré au parti lui-même. Il nous a affaiblis, au lieu de nous fortifier; il a été pour nous une sorte de fardeau, au lieu d'être un levier.

Pourquoi cela? Parce que nous n'avons pas, dès l'abord, adopté un programme d'action au pouvoir, un système net et précis; système de défense contre nos adversaires, de protection pour notre parti; système assurant par des moyens vigoureux, tout en étant honnêtes et loyaux, le maintien ou plutôt l'extension de notre influence.

Il nous aurait fallu faire ce qui se fait en tous pays et sous tous les régimes: gouverner comme on gouverne partout; avoir une tactique bien suivie au pouvoir comme nous en avons eu une hors du pouvoir; en un mot, organiser le gouvernement comme nous avons organisé l'opposition.

C'est ce que nous n'avons pas fait, c'est ce que nous devons faire sans retard, si nous ne voulons pas voir nous échapper en 1878 ce que nous avons conquis au prix de tant de luttes et de sacrifices.

Pas plus au pouvoir que dans l'opposition, un parti ne peut se passer de chefs qui dirigent les mouvements d'ensemble et qui organisent les détails d'après un système bien arrêté. Encore moins au pouvoir que dans l'opposition, un parti ne peut se passer de personnalités dominantes dont la renommée séduise l'opinion publique, d'idées qui la passionnent, d'intérêts dont le succès importe à la fortune générale. Administrer avec économie et zèle ne suffit pas. On se lasse d'un mérite qui ne brille pas. Il faut à l'opinion des aliments incessamment renouvelés pour la tenir en haleine. Sans cela, elle se détourne de votre cause et porte ailleurs son cœur volage, ses inconstantes préférences. Une fois au pouvoir, on doit, sous peine d'y décliner, donner pour but à ses efforts la réalisation d'idées nouvelles, la satisfaction de grands intérêts publics.

C'est assez indiquer, croyons-nous, ce qui nous semble être, non-seulement l'exigence du moment, mais encore l'intérêt vital de notre parti. Nous avons derrière nous trois ans de pouvoir; devant nous deux ans de pouvoir: l'heure est décisive. Les atermoiements, les demi-mesures, les ménagements pour celui-ci et pour celui-là, les plaintes en l'air ou les soupirs étouffés ne valent rien. Des résolutions hardies, de l'action prompte et décisive: voilà ce qu'il faut."

Le *Star*, de Montréal, accompagne des commentaires qui suivent cet article de l'*Événement*:

« Ce langage est remarquable dans la bouche d'un homme qui, malgré de nombreuses tergiversations, n'en a pas moins vaillamment combattu pour la cause libérale. La position inamovible de M. Fabre dans le Sénat le met à même de discuter d'une manière désintéressée les vicissitudes du parti auquel il s'est définitivement allié, et d'adresser de sages avertissements à ceux qui le dirigent. Il leur reproche de ne pas avoir de but, et déclare que si l'avènement du parti au pouvoir a été avantageux pour quelques individus, le parti en général n'en a pas profité. Cela est terriblement vrai. Depuis que M. Mackenzie a remplacé Sir John MacDonal, les principaux membres du parti libéral de notre province n'ont songé qu'à se caser. L'un après l'autre, ils sont entrés dans de bonnes et grasses positions, jusqu'à ce que le parti ait été presque entièrement décimé; que reste-t-il de cette phalange qui suivait la bannière de M. Dorion? Personne, si ce n'est M. Laflamme. Il y a bien M. Wilfred Laurier; mais il est trop jeune et n'a pas encore assez d'expérience pour que le parti puisse compter sur ses services, M. Cauchon ne représente pas le parti libéral; M. Cauchon représente M. Cauchon; il n'a rien ajouté à la force du parti. Nous sommes forcé de dire, bien qu'à regret, que depuis son avènement au pouvoir, le parti libéral n'a donné que des exemples de l'égoïsme le plus absolu. Il n'a montré aucun désir de consacrer les principes qu'il défendait dans l'opposition; il n'a formulé aucune doctrine de réforme législative, judiciaire ou sociale. Il n'a rien fait, en un mot, que de donner, aux dépens du public, de bonnes places à ses principaux adhérents. M. Fabre l'affirme et nous devons le croire.